

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 26 JUIN 2019**

JP/VA

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MODIFICATION COMPTE ÉPARGNE TEMPS  
(SECTEUR PUBLIC)**

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-six du mois de juin à quinze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : 2.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MODIFICATION  
(SECTEUR PUBLIC)**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 7-1,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

Vu l'arrêté du 28 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,

Considérant l'avis du comité technique en date du 12 mars 2019,

Il est rappelé que le compte épargne temps (CET), ouvert aux agents titulaires et contractuels de droit public justifiant d'une année de service, a été ouvert au SEBA par plusieurs délibérations successives du bureau syndical. Puis, par accord collectif, la possibilité d'ouvrir un CET a été rendue possible pour les agents de droit privé fin 2018.

Pour le secteur public, la réglementation fixe un cadre général mais il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités d'applications locales. La réglementation ouvre notamment la possibilité aux agents de prendre leurs congés acquis au titre du CET, de demander une indemnisation de ceux-ci ou une prise en compte au titre du R.A.F.P.

La possibilité de monétisation des jours épargnés est ouverte de droit pour le secteur privé mais elle n'avait pas été autorisée par le bureau syndical pour le secteur public. Il convient de remédier à cette disparité de traitement à travers le présent rapport.

En outre, la rédaction qui est proposée met à niveau le règlement du SEBA par rapport aux derniers textes publiés.

Il est proposé au bureau syndical de mettre dorénavant en œuvre le compte épargne temps au sein du SEBA de la façon suivante :

L'alimentation du CET :

Le CET est alimenté par :

- le report de congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à vingt (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet) ainsi que les jours de fractionnement ;
- le report de jours au titre de RTT (récupération du temps de travail).

Le CET peut être alimenté dans la limite d'un plafond global de 60 jours.

Procédure d'ouverture et d'alimentation du CET :

L'ouverture du CET peut se faire à tout moment à la demande de l'agent.

L'alimentation du CET se fait une fois par an sur demande des agents formulée avant le 31 décembre de l'année en cours. Le détail des jours à reporter est adressé à l'autorité territoriale.

L'agent peut consulter à tout moment la situation de son CET (jours épargnés et consommés) dans le logiciel dédié.

L'utilisation du CET :

L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET dès qu'il le souhaite, sous réserve du respect des nécessités du service.

Les nécessités de service ne peuvent être opposées à l'utilisation des jours épargnés à la cessation définitive de fonctions, ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, d'adoption, paternité ou d'accompagnement d'une personne en fin de vie.

Le CET peut être utilisé sans limitation de durée.

Au-delà de 15 jours épargnés sur le C.E.T. au terme de l'année civile :

L'agent peut utiliser les jours excédant 15 jours épargnés en combinant plusieurs options dans les proportions qu'il souhaite parmi les options suivantes :

- Leur prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle de la fonction publique (uniquement pour les agents titulaires affiliés à la C.N.R.A.C.L.) ;
- Leur indemnisation selon la législation et la réglementation en vigueur ;
- Leur maintien sur le CET.

L'agent doit faire part de son choix au service gestionnaire du CET avant le 31 janvier de l'année suivante.

A défaut de décision, pour les agents titulaires affiliés à la C.N.R.A.C.L., les jours excédant 15 jours épargnés sont automatiquement pris en compte au sein du R.A.F.P. ; pour les autres agents (agents non titulaires et agents titulaires affiliés à I.R.C.A.N.T.E.C.), ils sont automatiquement indemnisés.

L'autorité territoriale est autorisée à fixer, par convention signée entre deux employeurs, les modalités financières de transfert des droits accumulés par un agent qui change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

Les modalités définies ci-dessus prendront effet dès que la délibération sera rendue exécutoire.

Le comité technique a rendu un avis favorable sur ce rapport dans sa séance du 12 mars 2019.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, d'**ADOPTER** les modifications proposées.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL